

INTRODUCTION

UNE HISTOIRE CONCEPTUELLE DE LA RÉPUBLIQUE

Entre mai et juin 1826, les députés de l'Assemblée constituante réunie à Buenos Aires pendant la présidence de Bernardino Rivadavia débattent d'un projet de loi : l'édification d'un monument qui « perpétue la mémoire des citoyens devant être considérés comme les auteurs de la révolution, inaugurant la liberté et l'indépendance des Provinces-Unies du Rio de la Plata ». L'ouvrage s'érigerait sur la place du « 25 mai », épiscentre de la révolution. Il s'agirait « d'une magnifique fontaine de bronze, qui rappelle constamment à la postérité la source de prospérité et de gloire ouverte par le patriotisme de ces illustres citoyens ». Sur son socle, une inscription serait gravée avec ces mots : « La République argentine aux auteurs de la révolution du mémorable 25 mai 1810¹. »

Le projet du monument se fondait sur une promesse et une énigme. Promesse d'une République : après la première décennie révolutionnaire, la république n'était qu'un souvenir lointain dissipé dans un ensemble de provinces divisées. Énigme sur une question que les débats ne permirent pas de résoudre : qui étaient les auteurs de la révolution ? « Ils vivent, messieurs, parmi nous, la plupart de ceux à qui correspond l'honneur d'être considérés comme les auteurs de la révolution », s'exclamait le ministre du Gouvernement qui exhortait les députés, d'anciens révolutionnaires se disant républicains mais opposés au projet, à ne pas attendre « 200 ans » pour adopter une résolution².

Plus de deux cents ans après, ces questions resurgissent. Derrière les feux d'artifice de la célébration du bicentenaire de la révolution et de l'indépendance en Amérique hispanique, les évidences s'obscurcissent, et les incertitudes du passé retrouvent leur actualité. Si l'Amérique hispanique a été gouvernée par une monarchie durant trois siècles, pourquoi en moins de vingt ans de révolution la république s'est-elle répandue sur tout le continent, alors que cette forme politique était exceptionnelle au début du XIX^e siècle ? Tel est l'objet de ce livre.

L'affirmation de l'irruption de la république suite à la crise de la monarchie hispanique est devenue un lieu commun de l'historiographie des révolutions hispano-américaines, renouvelée depuis ces trente dernières années grâce à la redécouverte de l'histoire politique³.

1. Session du 24-5-1826, ACA, t. II, p. 1291.

2. Intervention du Julián Segundo de Agüero (ministre du gouvernement de Bernardino de Rivadavia), 24 mai 1826, *ibid.*, p. 1296.

3. La nouvelle histoire politique s'est développée à travers une relecture historiographique du XIX^e siècle hispano-américain à partir des critiques de trois grandes interprétations des historiographies nationalistes en

De ce renouvellement a pris forme un important champ d'étude sur le républicanisme hispano-américain qui a contribué à faire de la république et de ses valeurs un objet d'intérêt pour l'histoire des révolutions durant la première moitié du XIX^e siècle⁴. Or, dans cette importante historiographie, les acteurs, l'ordre et les institutions de la révolution sont en général décrits comme « républicains » et inscrits *par défaut* dans un cadre de référence dénommé « républicanisme », alors que le sens des termes « république » et « républicanisme » n'est pas toujours problématisé⁵. De quoi parle-t-on lorsqu'on fait référence à la république et au républicanisme dans les révolutions hispano-américaines ? C'est cette question que je tente d'éclaircir.

Amérique latine. En premier lieu, la révolution n'est plus considérée comme la conséquence d'une prise de conscience nationale à partir de l'idée de la préexistence de la nation. Au contraire, la nation et le nationalisme sont des produits tardifs du processus révolutionnaire. En second lieu, il n'existe pas une seule origine intellectuelle de la révolution (qu'il s'agisse du droit hispanique, du siècle des Lumières français ou de la Révolution nord-américaine). Enfin, la nouvelle histoire politique constitue une réponse générale aux interprétations qui expliquent le désordre politique de l'Amérique latine par des caractéristiques culturelles (personnifiée par la figure du *caudillo*), structurelles (la faiblesse financière de l'État et la prédominance d'unités économiques archaïques et anarchiques) ou idéologiques (le conflit des idées entre libéraux et conservateurs) du continent. Voir HALPERIN DONGHI T., *Reforma y disolución de los imperios ibéricos 1750-1850*, Madrid, Alianza, 1985 ; GUERRA F.-X., *Modernidad e Independencias. Ensayos sobre las revoluciones hispánicas*, Madrid, Fondo de Cultura Económica, 1993 ; ANNINO A., CASTRO LEIVA L. et GUERRA F.-X. (dir.), *De los imperios a las naciones: Iberoamérica*, Zaragoza, IberCaja, 1994 ; SABATO H. (éd.), *Ciudadanía política y formación de las naciones. Perspectivas históricas de América Latina*, México, Fondo de Cultura Económica, 1999. Pour une synthèse de ce renouvellement, MORELLI F., « Entre ancien et nouveau régime. L'histoire politique hispano-américaine du XIX^e siècle », *Annales. HSS*, 59^e année, n° 4, juillet-août 2004, p. 759-781 ; et GONZÁLEZ BERNALDO DE QUIRÓS Pilar (dir.), *Independencias iberoamericanas. Nuevos problemas y aproximaciones*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2015.

4. Parmi les principaux travaux sur le républicanisme en Amérique hispanique durant les révolutions, PAGDEN A., *Spanish Imperialism and the Political Imagination. Studies in European and Spanish-American Social and Political Theory. 1513-1830*, New Haven, Yale University Press, 1990 ; MYERS J., *Languages of Politics: a Study of Republican Discourse in Argentina From 1820 to 1852*, thèse de doctorat, Stanford University, 1997 ; et *Orden y virtud. El discurso republicano en el régimen rosista*, Buenos Aires, Universidad Nacional de Quilmes, 1995 ; BRADING D., *The First America: The Spanish Monarchy, Creole Patriots and the Liberal State 1492-1866*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993 ; GUERRA F.-X., « La identidad republicana en la época de la Independencia », in G. SÁNCHEZ GÓMEZ et M. E. WILLS OBREGÓN (éd.), *Museo, memoria y nación. Misión de los museos nacionales para los ciudadanos del futuro*, Bogotá, Instituto Colombiano de Antropología e Historia, 2000 ; AGUILAR RIVERA J.A. et ROJAS R. (dir.), *El republicanismo en Hispanoamérica. Ensayos de historia intelectual y política*, México, Fondo de Cultura Económica, 2002 ; THIBAUD C., *Libérer le nouveau monde. La fondation des premières républiques hispaniques. Colombie et Venezuela (1780-1820)*, Rennes, Les Perséides, 2017 ; LOMNÉ G., « De la "República" y otras repúblicas: la regeneración de un concepto », in J. FERNÁNDEZ SEBASTIÁN (dir.), *Diccionario político y social del mundo iberoamericano. La era de las revoluciones, 1750-1850 [Iberconceptos-I]*, Madrid, Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2009, p. 1253-1269 ; BOTANA N., *La tradición republicana. Alberdi, Sarmiento y las ideas políticas de su tiempo*, Buenos Aires, Sudamericana, 1997 (1984) ; et « El primer republicanismo en el Río de la Plata, 1810-1826 », in I. ÁLVAREZ CUARTERO et J. SÁNCHEZ GÓMEZ (éd.), *Visiones y revisiones de la Independencia americana*, Salamanca, Universidad de Salamanca, 2007, p. 157-170 ; ROJAS R., *Las repúblicas de aire: Utopía y desencanto en la revolución de Hispanoamérica*, Mexico, Taurus, 2009 ; CASTRO LEIVA L. et LEAL CURIEL C. (éd.), *Obras*, vol. II : *Lenguajes republicanos*, Caracas, Fundación Empresas Polar, 2009.

5. Des exceptions récentes sont LOMNÉ G., *op. cit.* ; THIBAUD C., *op. cit.* ; SABATO H., *Republics of the New World: The Revolutionary Political Experiment in Nineteenth-Century Latin America*, Princeton, New Jersey, Princeton University Press, 2018.

La « renaissance du républicanisme » fut encouragée notamment par les historiens s'identifiant à l'École de Cambridge⁶. Considéré comme une tradition, un discours ou une théorie de la liberté politique, le républicanisme constitue l'un des champs de l'histoire de la pensée politique parmi les plus prolifiques des trois dernières décennies, construit comme une théorie alternative de la théorie politique libérale⁷. Souvent envisagé comme atlantique, le républicanisme est pourtant présenté comme une expérience limitée aux cités italiennes de la Renaissance et aux Révolutions anglaise, nord-américaine et française des ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles⁸. Un paradoxe en résulte : non seulement le monde hispanique n'est pas analysé comme un foyer du républicanisme, mais il est en outre révélé comme l'un de ses contre-exemples, alors qu'une vingtaine de républiques ont été créées – depuis le Chili et le Rio de la Plata jusqu'au Mexique et au Texas – pendant les révolutions hispano-américaines entre 1810 et 1826. Les raisons de ce décalage sont moins liées à l'histoire des républiques hispano-américaines qu'à l'historiographie du républicanisme et à des problèmes inhérents à cette catégorie.

Je me propose d'explorer une histoire conceptuelle de la république en Amérique hispanique entre la monarchie catholique, notamment à partir du ^{xvi}e siècle, et les révolutions du début du ^{xix}e en me concentrant sur le cas du Rio de la Plata. Il s'agit d'une histoire qui considère la république comme le chantier de la communauté où se façonnent la fiction et les ambiguïtés de l'unité⁹, celle-ci pouvant aussi être dénommée cité, patrie, peuple ou république. Fiction, car l'unité existe dans la mesure où elle se rapporte à un autre (soit extérieur, soit intérieur) en oubliant ou en négligeant les divisions constitutives du commun. Depuis la *polis* grecque, c'est « de la conflictualité stabilisée que naîtrait [...], le sentiment paradoxal de quelque chose de commun¹⁰ ». Ambiguïtés, car il s'agit de construire ce qui se présente comme une évidence : la communauté politique, laquelle n'est pas naturelle, mais conjoncturelle et indissociable d'un ordre symbolique qui permet de la penser comme telle dans le travail de l'auto-institution.

Faire référence à une tradition républicaine ou à un républicanisme singulier sans considérer les différentes manières d'utiliser ces mêmes concepts constitutifs à travers le temps impliquerait d'attribuer aux idées une consistance qui en est absente¹¹.

-
6. VIROLI M., *Republicanism*, New York, Hill and Wang, 2002, p. 21. L'École de Cambridge recouvre un ensemble de chercheurs qui n'appartiennent pas nécessairement à l'Université de Cambridge. Un de ses traits identifiants est la reconstruction du contexte intellectuel et discursif dans lequel les textes politiques ont été écrits. Ce contextualisme se développe en tant que critique de l'histoire des idées, caractérisée par l'absence d'historicité, le « mythe de la cohérence » et un contenu téléologique et essentialiste de l'idée (SKINNER Q., « Meaning and Understanding in the History of Ideas », *History and Theory*, vol. 8, n° 1, 1969, p. 3-53).
 7. CASTIGLIONE D., « Republicanism and its Legacy », *European Journal of Political Theory*, vol. 4, n° 4, 2005, p. 453-465 ; RODGERS D., « Republicanism: the Career of a Concept », *The Journal of American History*, vol. 79, n° 1, juin 1992, p. 11-38.
 8. PETTIT P., *Republicanism. A theory of freedom and government*, Oxford, Clarendon Press, 1997.
 9. ROSANVALLON P., *Le sacre du citoyen : histoire du suffrage universel en France*, Paris, Gallimard, 1992, p. 30-45 ; et *Le peuple intouchable : histoire de la représentation démocratique en France*, Paris, Gallimard, 2002, p. 16-19.
 10. LORAUX N., *La cité divisée : l'oubli dans la mémoire d'Athènes*, Paris, Payot, 2005, p. 40, 121-122, 114.
 11. KOSELLECK R., « A response to comments on *Geschichtliche Grundbegriffe* », in H. LEHMANN et M. RICHTER (éd.), *The Meaning of Historical Terms and Concepts: New Studies on Begriffsgeschichte*, Washington DC, German Historical Institute, 1996, p. 65 ; KOSELLECK R., *L'expérience de l'histoire*, Paris, Gallimard/Le Seuil, 1997, p. 101.

Elles changent selon les acteurs qui les formulent en ouvrant de nouveaux horizons d'intelligibilité de la république et de ses langages¹². Il est nécessaire de distinguer deux dimensions centrales du concept de république dans l'histoire : d'une part, la république comme forme politique, qui renvoie au sens original de la *res publica* romaine, d'autre part, la république en tant que forme de gouvernement du peuple. La première dimension du terme n'est pas nécessairement liée à une forme particulière de gouvernement, mais à un gouvernement légitime et limité par des lois. La deuxième dimension correspond à l'association du terme république aux gouvernements populaires. Cette distinction permet d'expliquer les apparentes contradictions du républicanisme du monde hispanique, et au-delà.

Je développe trois formes complémentaires d'analyse de la république dans la longue durée. Tout d'abord, je m'interroge sur l'histoire du concept de république, ses principaux changements sémantiques dans le temps, son parcours sous la monarchie catholique des deux côtés de l'Atlantique. J'observe ensuite les innovations de la pensée sur la république dans la philosophie politique. L'histoire philosophique de la république peut être suivie à travers un fil rouge défini par le problème de la constitution de la communauté. Celui-ci trouve une unité dans les langages sur le commun (et ses différents rapports entre le politique et le religieux) chez Cicéron et saint Augustin dans le monde antique ; chez Machiavel, Bodin, Hobbes, Althusius, Suárez, Spinoza, Montesquieu, Rousseau, les fédéralistes et les révolutionnaires français dans le monde moderne. Enfin, avec les usages du concept de république, je reconstruis les théories sur la république des juristes et des ecclésiastiques de la péninsule Ibérique, ainsi que des membres des élites des cités capitales en Amérique au XVIII^e siècle. Concernant le XIX^e siècle, je prends comme théoriciens de la révolution en Amérique hispanique ses propres acteurs en me concentrant sur leur vision de la construction de la communauté.

Mon analyse de la république durant les révolutions en Amérique hispanique se fonde sur trois hypothèses. En premier lieu, ce qui est généralement pris par l'historiographie hispano-américaine du XIX^e siècle comme point de départ pour expliquer la révolution et la constitution d'un État indépendant (l'organisation des juntes de gouvernement suite à la crise monarchique due aux abdications des Bourbons espagnols de 1808 au nom de Napoléon) nous éclaire davantage sur la manière dont les acteurs agissaient et concevaient l'ordre politique dans la monarchie catholique. Si le premier acte des révolutions hispano-américaines trouve sa légitimité dans la fidélité au roi, la défense de la religion et celle des lois de la monarchie, il s'avère nécessaire de comprendre le rapport qui existait jusqu'alors entre le roi, la religion et la monarchie. Celui-ci s'articulait autour d'un concept : la république¹³. C'est en ce sens que l'histoire des concepts (*Begriffsgeschichte*)

12. Sur les propositions pour une histoire plurielle et transnationale du républicanisme, THIBAUD C., « Pour une histoire polycentrique des républicanismes atlantiques (années 1770-années 1880) », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, vol. 56, 2018, p. 151-170 ; DUCANGE J.-N., LARCHER S. et SAWYER S. W., « La République multiple. Une histoire transnationale et globale », in Q. DELUERMOZ (dir.), *D'ici et d'ailleurs. Histoires globales de la France contemporaine*, La Découverte, 2021, p. 247-284.

13. Durant les deux dernières décennies, un groupe d'historiens s'est également intéressé aux valeurs et aux langages républicains dans la monarchie catholique et représentent un formidable renouvellement de l'historiographie juridique et politique du monde hispanique. Voir GIL PUJOL X., « Republican Politics in Early

et son développement en Amérique ibérique représentent un outil fondamental pour l'analyse de l'histoire et des changements sémantiques du concept de république¹⁴.

En second lieu, la compréhension de la république ne peut se limiter à l'analyse d'une forme particulière de gouvernement, d'une théorie de la liberté, d'un type de discours de la vertu civique, d'une tradition politique ou des changements sémantiques d'un concept à travers le temps. En effet, la république renvoie aussi à une « forme politique », à une modalité d'institution, d'association et de représentation de la communauté. Autrement dit, à la constitution de ses fondements et de son intelligibilité. Depuis cette perspective, la république est indissociable *du politique*. Si par *le politique* on comprend les « principes générateurs de la société », une « modalité d'existence de la vie en commun¹⁵ », par *républicain*, j'entends un mode spécifique de construction et de coexistence sociale centrée sur *le commun*. Cette notion heuristique se réfère à la pensée, au langage et à l'institution qui font la *res publica*. Ce langage s'articule autour des concepts de république, de loi, de liberté, de vertu, de citoyen et de patrie, et de leurs contre-concepts, à savoir domination, despotisme et esclavage, lesquels forment des champs sémantiques permettant de comprendre pourquoi un ensemble d'hommes constitue ce que l'on nomme communauté politique ou peuple. Présentée originellement par Cicéron, la pensée du commun permet d'envisager la république comme forme politique et, ainsi, de s'interroger sur la constitution, l'organisation et les tensions de la communauté politique. Lorsque la république se conçoit comme une forme politique, et non comme une forme particulière de gouvernement, l'opposition avec la monarchie y perd son sens, car la monarchie peut alors se considérer comme une république, en tant que communauté politique.

La dernière hypothèse consiste à considérer les révolutions hispaniques¹⁶ du début du XIX^e siècle comme le quatrième grand laboratoire républicain de la modernité avec la

Modern Spain: The Castilian and Catalano-Aragonese Traditions », in M. VAN GELDEREN et Q. SKINNER (éd.), *Republicanism. A Shared European Heritage*, vol. 1, Cambridge, Cambridge University Press, 2002; GARRIGA C., « Patrias criollas, plazas militares: sobre la América de Carlos IV », in E. MARTIRÉ (éd.), *La América de Carlos IV*, vol. 1, Buenos Aires, Instituto de Investigaciones de Historia del Derecho, 2006, p. 35-130; INURRITIGUI RODRÍGUEZ J. M., *La gracia y la república. El lenguaje político de la teología católica y El Príncipe Cristiano de Ribadeneyra*, Madrid, Universidad Nacional de Educación a distancia, 1998; FERNÁNDEZ ALBALADEJO P., *Materia de España. Cultura política e identidad en la España moderna*, Madrid, Marcial Pons, 2007; CLAVERO B., *Happy Constitution. Cultura y lengua constitucional*, Madrid, Trotta, 1997; QUIJANO F., *Las repúblicas de la monarquía. Pensamiento constitucionalista y republicano en Nueva España, 1550-1610*, Mexico, UNAM, 2017.

14. KOSELLECK R., *Le Futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990. En Amérique ibérique, l'histoire conceptuelle s'est constituée en tant qu'objet d'analyse pour les révolutions grâce notamment aux travaux de Javier Fernández Sebastián et Elías Palti. Voir FERNÁNDEZ SEBASTIÁN J., *Historia conceptual en el Atlántico ibérico. Lenguajes, tiempos, revoluciones*, Madrid, Fondo de Cultura Económica, 2021; PALTÍ E., *El tiempo de la política. El siglo XIX reconsiderado*, Buenos Aires, Siglo XXI, 2007.
15. Sur la notion du politique, LEFORT C., « Permanence du théologico-politique? », *Essais sur le politique. XIX^e-XX^e siècles*, Paris, Le Seuil, 1986 (1981), p. 256; et ROSANVALLON P., *Pour une histoire conceptuelle du politique. Leçon inaugurale au Collège de France faite le jeudi 28 mars 2002*, Paris, Le Seuil, 2003, p. 14.
16. F.-X. Guerra a proposé la catégorie de « révolutions hispaniques » pour rendre compte de la relation causale et de l'imbrication permanente entre les événements de l'Espagne et les révolutions hispano-américaines (GUERRA F.-X., *Modernidad e Independencias*, op. cit.).

Révolution nord-américaine, la Révolution française et la Révolution à Saint-Domingue de la fin du XVIII^e siècle – une modernité dont le champ d'expérience républicain atlantique se rapporte aussi aux Révolutions anglaise et hollandaise du XVII^e siècle. Ce choix entraîne une conséquence méthodologique : de ce monde atlantique¹⁷ ne se dégage pas une modernité européenne comme modèle unique ou projet politique pour l'Occident. La Modernité renvoie ici à un champ de travail complexe caractérisé par l'auto-institution de la communauté. Ainsi, la Modernité définit une pluralité d'expériences de construction des communautés à partir des principes non transcendants du pouvoir entre les XVII^e et XIX^e siècles¹⁸.

La construction du commun en Amérique hispanique

L'idée de construction d'une nouvelle communauté est bien présente chez les révolutionnaires hispano-américains¹⁹. Se considérant comme un « vrai républicain », Simón Bolívar expose en 1819 son projet de Constitution du Venezuela en vue de la « création d'un corps politique, et encore pourrait-on dire, la création d'une société entière²⁰ ». Au Rio de la Plata, le premier secrétaire de la Junte de gouvernement de 1810, Mariano Moreno, avoue que la révolution se trouve devant la « triste nécessité de tout créer²¹ ». La construction de la république est indissociable de la « fabrique des hommes » ou des citoyens, pour reprendre les termes de Manuel Belgrano en 1813, un des principaux acteurs de la révolution au Rio de la Plata²².

17. J'emploie la catégorie de « monde atlantique » comme outil d'analyse englobant différentes expériences révolutionnaires et républicaines en Amérique du Nord, en Europe, à Saint-Domingue, en Afrique et en Amérique hispanique, connectées par-delà l'Atlantique. Voir BAILYN B., *Atlantic History. Concept and Contours*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2005. Sur le monde atlantique comme champ d'analyse pour l'Amérique hispanique, ELLIOTT J. H., *Empires of the Atlantic World. Britain and Spain in America. 1492-1830*, New Haven, Yale University Press, 2006 ; CALDERÓN M. T. et THIBAUD C. (dir.), *Las Revoluciones en el Mundo Atlántico*, Bogotá, Taurus, 2006 ; MORELLI F., THIBAUD C. et VERDO G. (éd.), *Les Empires atlantiques des Lumières au libéralisme (1763-1865)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2009 ; PORTILLO VALDÉS J. M., *Crisis atlántica. Autonomía e independencia en la crisis de la monarquía hispánica*, Madrid, Marcial Pons, 2006 ; ADELMAN J., *Sovereignty and Revolution in the Iberian Atlantic*, Princeton, Princeton University Press, 2006 ; FERNÁNDEZ SEBASTIÁN J., *Historia conceptual en el Atlántico ibérico, op. cit.* ; THIBAUD C., ENTIN G., GÓMEZ A. et MORELLI F. (dir.), *L'Atlantique révolutionnaire : une perspective ibéro-américaine*, Rennes, Les Perséides, 2013.
18. Pour une conceptualisation de la Modernité dans le monde hispanique à partir des changements du politique, PALTI E., *Una arqueología de lo político. Regímenes de poder desde el siglo XVII*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2018.
19. Le terme de « construction » traduit bien la quête d'analyse de la dimension symbolique de la communauté que suppose la mise en forme du politique. Sur la « construction » comme catégorie analytique, FREUD S., « Constructions dans l'analyse », *Résultats, idées, problèmes*, t. II : 1921-1938, Paris, Presses universitaires de France, 1985, p. 269-281.
20. BOLÍVAR, « Discurso pronunciado ante el Congreso en Angostura, el 15 de febrero de 1819 », in R. BLANCO FOMBONA (dir.), *Discursos y Proclamas. Simón Bolívar*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 2007, p. 70.
21. MORENO, GBA, n° 15, 13-09-1810, p. 384.
22. « Belgrano a Vicente A. de Echeverría », Humahuaca, 8-12-1813 », in G. WEINBERG (dir.), *Epistolario Belgraniano*, Buenos Aires, Taurus, 2001, p. 241.

La création de la république signifie son auto-institution pendant les révolutions hispano-américaines. On peut ainsi la concevoir comme la construction d'un nouveau corps politique ou, selon les termes de Rousseau, d'un « *moi commun*²³ ». Je propose de considérer sérieusement la métaphore du corps politique et d'appréhender la construction de la république en Amérique hispanique à partir des catégories d'*incorporation* et de *désincorporation*²⁴. Si dans la monarchie la communauté était incorporée dans le roi, dans la révolution cela ne peut demeurer ainsi, car le roi, au nom duquel s'organisent les juntas de gouvernement à partir de la crise monarchique de 1808, n'a plus d'efficacité symbolique pour incarner la fiction de l'unité. La république durant la révolution renvoie donc à la construction d'un commun désubstantialisé à travers l'auto-institution d'une abstraction créatrice de la légitimité politique : le *Peuple-Un*²⁵.

Il n'est pas possible de comprendre le flou des aspects fondamentaux du travail de la république dans les révolutions (la définition d'un sujet souverain et d'un représentant de cette souveraineté, l'organisation des pouvoirs, l'invention des formes de rupture) sans considérer la révolution comme un défi qui pousse à une réflexion sur un pouvoir incarné dans le roi et fondé sur des critères transcendants, et un pouvoir détenteur des fondements qui le rendent légitime, alors même que ces fondements demeurent incertains. La révolution en Amérique hispanique au début du XIX^e siècle peut donc être regardée comme une série d'essais de construction d'une république désincorporée, confrontée à un problème absent de la monarchie : la nécessité de créer une légitimité politique.

Bien que la crise de la monarchie hispanique de 1808 soit incontournable pour la compréhension de la république durant les révolutions à partir de 1810, elle n'en explique pas en soi la construction. Il faut d'abord l'inscrire dans une histoire longue du commun, traversée par la réflexion sur l'institution et la conservation de la *res publica*. Dans la monarchie hispanique, cette histoire commence au XVI^e siècle, lorsque s'articule une pensée confessionnelle du politique sur l'institution de la communauté et du pouvoir politique du roi, des juristes et des théologiens identifiés pour la plupart à l'École de Salamanque²⁶. En d'autres termes, si les révolutions en Amérique hispanique sont l'une des conséquences de la crise de la monarchie catholique de 1808, il s'avère nécessaire d'explorer ce qui entre en crise : la puissance symbolique de la monarchie en tant que corps politique qui, des siècles durant, représente non seulement un régime politique, mais également et principalement un ordre de justice, un mode de figuration sociale du commun fondé sur la religion, une république de républiques, un langage du bien commun, une médiation de l'identité de tous comme l'*Un*, en synthèse, une forme théologico-politique.

Au début du XIX^e siècle, la crise constitue un processus de désincorporation de la monarchie catholique et de construction de nouvelles formes du commun. Ce processus, conceptualisé par les acteurs comme un désordre, engendre de l'incertitude face à l'avenir, mais aussi au présent, dont le bouleversement incite à chercher dans le passé

23. ROUSSEAU, CS, livre I, chap. vi, p. 361.

24. Voir LEFORT C., « Permanence du théologico-politique? », art. cité.

25. Voir ROSANVALLON P., *Le peuple introuvable*, op. cit., p. 18-21.

26. BRETT A., *Changes of state : nature and the limits of the city in early modern natural law*, Princeton, Princeton University Press, 2011.

des réponses qui porteront le sceau de l'invention : un nouveau sujet de la souveraineté – le peuple, la nation, les cités – ; des formes pour la représenter ; un passé pour fonder la légitimité de ce sujet et de sa représentation. Ces problématiques, constitutives d'une république dont la principale caractéristique est l'indétermination de la forme politique, marquent la dynamique de la révolution²⁷.

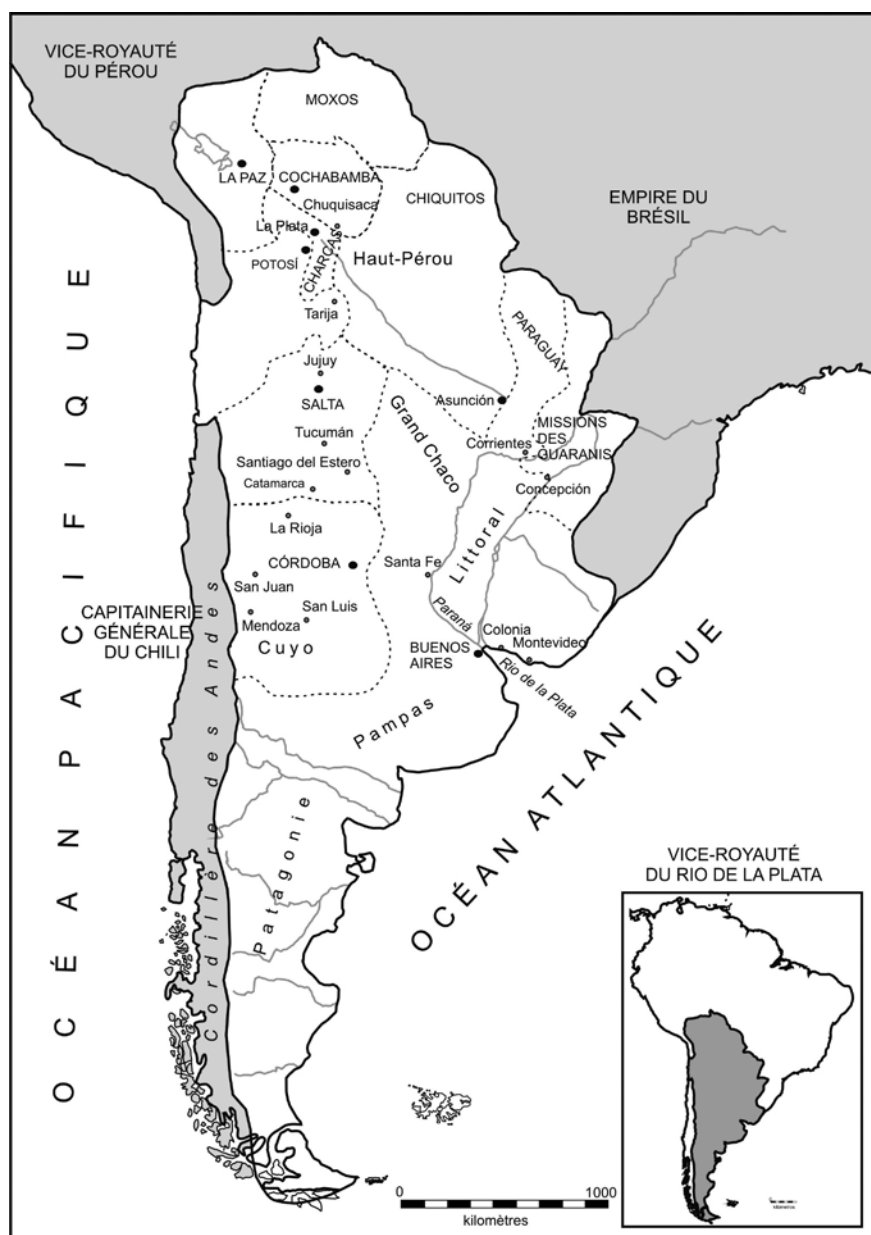
Partout dans le continent, la révolution se rapporte à un moment où les références républicaines de la monarchie catholique acquièrent des sens novateurs : la patrie, la république et le peuple désignent en Amérique hispanique une légitimité consubstantielle, au-delà du roi. Par leur seule énonciation, ces mots produisent l'évidence de l'existence d'une communauté. L'effectivité de leur puissance performative réside dans leur abstraction : ils peuvent renvoyer à la cité, à la vice-royauté, au continent, à la monarchie. Ce n'est pas tant déterminer quelle communauté politique ces mots désignent, que d'en explorer leur usage comme champ de travail du commun.

Pour la compréhension de la construction de la république dans le contexte des révolutions, ma quête se limite au cas du Rio de la Plata et, en particulier, de sa capitale, Buenos Aires, depuis l'organisation de la vice-royauté, en 1776, jusqu'à la déclaration formelle d'indépendance des Provinces-Unies de l'Amérique du Sud, en 1816. Créé par les Bourbons en divisant la vice-royauté du Pérou, le territoire de celle du Rio de la Plata s'étend de la Patagonie (bien que cette région fût dominée par des Indiens) aux provinces minières les plus riches du sud de la région andine du Pérou : La Paz, Potosí et Chuquisaca²⁸. Il comprenait aussi les gouvernements de Tucumán, du Paraguay et de Montevideo. Pour la Couronne espagnole, l'établissement de cette vice-royauté visait à une meilleure défense des domaines de l'Atlantique sud contre les menaces terrestres, par le Portugal, depuis le Brésil et maritime depuis l'Angleterre.

De même que le reste de l'Amérique hispanique, le Rio de la Plata représente un formidable laboratoire des expériences républicaines qui amène à défier les frontières du sens commun sur le republicanisme. La révolution est née à Buenos Aires comme une initiative communale de 250 hommes réunis dans une assemblée (*cabildo abierto*) à partir de laquelle s'est organisée une junte de gouvernement le 25 mai 1810 au nom du roi, de la religion et des lois de la monarchie. L'indépendance ne sera pas déclarée avant 1816. Jusqu'en 1853, aucune constitution n'en connaîtra d'application effective au-delà des limites provinciales. Entre 1810 et 1816, de nombreux projets de gouvernement républicains ou monarchiques sont énoncés pour organiser une république qui peinait à s'identifier à un territoire et à se donner un nom pour se définir. De la construction de cette communauté dépendent plusieurs inventions et transformations : celle d'un peuple, là où il n'existait pas ; d'une république comme société auto-instituée, là où il y avait une monarchie comme principale référence du commun au-delà des cités ; d'un gouvernement autonome, là où il y avait un roi ; de citoyens, là où il y avait des sujets.

27. Pierre Manent appelle « moment cicéronien » l'indétermination de la forme politique et la « nécessité de formuler une règle de vie commune en l'absence de cette forme » (MANENT P., *Les métamorphoses de la cité. Essai sur la dynamique de l'Occident*, Paris, Flammarion, 2010, p. 181-191).

28. La vice-royauté du Rio de la Plata incluait les actuels territoires de l'Argentine, de l'Uruguay, du Paraguay et d'une partie de la Bolivie et du Brésil.



● Figure 1. – La vice-royauté du Río de la Plata (1786-1810), in Alejandro Rabinovich, *La société guerrière. Pratiques, discours et valeurs militaires dans le Río de la Plata, 1806-1852*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2013.

Mon analyse de la construction de la république au Rio de la Plata durant la révolution s'articule autour de trois problèmes. Le premier touche à la création d'une légitimité politique fondée sur le peuple dans un ordre monarchique et catholique bouleversé par les réformes administratives, économiques et militaires des Bourbons au XVIII^e siècle, par la guerre avec les invasions anglaises à Buenos Aires en 1806 et 1807, ainsi que par l'abdication du roi forcée par Napoléon en 1808, vécue comme le démembrement du corps de la monarchie. Le second problème est celui de la constitution de liens d'identification communs à travers la mise en forme de la représentation, de la citoyenneté et de la loi comme institutions de la généralité²⁹. Enfin, le troisième problème se rapporte à la fabrication d'un langage que les acteurs de la révolution appellent « républicain », dont les concepts constitutifs ont une histoire propre dans une monarchie catholique reflétée dans le miroir de la Rome ancienne, et organisée à partir de la vie communale des cités³⁰. Ces trois problèmes, qui traversent aussi les expériences républicaines en Amérique du Nord, en France et dans sa colonie de Saint-Domingue, définissent un projet méthodologique pour aborder la république au Rio de la Plata, transposable au reste de l'Amérique hispanique. Il consiste en l'analyse de la construction d'une légitimité, l'organisation de la généralité et la fabrication d'un langage républicain dans un monde atlantique secoué par la révolution depuis la fin du XVIII^e.

Dans les révolutions hispaniques, les acteurs se considèrent – de même que dans le reste des révolutions atlantiques – comme les législateurs-instituteurs d'un peuple et d'un nouvel ordre politique, synonyme de liberté, qu'ils nomment république. Bien que critiquée pour sa violence et sa chute, la référence institutionnelle de la communauté dans ces révolutions était tout de même la Rome républicaine depuis sa création en 509 av. J.-C., paradigme de la fondation du politique, image d'une république en quête de définition et de sens pour la nouvelle expérience civique. Dans tous les cas, la construction de la république se forge par le biais du dialogue et de la critique continus avec les *Lumières*, guides intellectuels de l'entreprise d'invention d'une communauté et autorités à travers lesquelles les révolutionnaires interprétaient les vertus et les vices romains³¹.

Au Rio de la Plata, il n'y a pas un Madison pour proposer une nouvelle définition de la république comme gouvernement par représentation différant de la démocratie. Il n'y a pas non plus un Sieyès qui, par le rejet des privilèges, créa un *peuple-nation*, figure de la totalité sociale. L'absence de théoriciens porteurs d'idées fondatrices de la modernité politique n'empêche pas la reconstruction de la pensée politique des acteurs hispaniques, devenus patriotes américains, au moment de la création des républiques dans le monde atlantique. Je me propose de suivre la pensée de trois acteurs de la révolution au Rio de la Plata, identifiés eux-mêmes comme des républicains : Mariano Moreno (1778-1811), Gregorio Funes (1749-1829) et Bernardo de Monteagudo (1785-1825).

Moreno, Funes et Monteagudo participèrent aux premiers gouvernements révolutionnaires qui se succédèrent à partir de 1810 et furent également traducteurs, journalistes

29. ROSANVALLON P., *Le modèle politique français : la société civile contre le jacobinisme de 1789 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 2004.

30. Voir HERRERO SÁNCHEZ M. (éd.), *Repúblicas y republicanismo en la Europa moderna (siglos XVI-XVIII)*, Madrid, Fondo de Cultura Económica, 2017.

31. LILIT A., *L'Héritage des Lumières. Ambivalences de la modernité*, Paris, Le Seuil, 2019.

et théoriciens de l'ordre nouveau que l'on tentait de construire. Ils étaient conscients des temps « extraordinaires » qu'ils vivaient, de la nécessité de « fonder une république » et du fait que « le bonheur ou la ruine » du « nouveau système » dépendait d'eux³². Aucun d'eux ne cherchait dans leurs propres théories une quelconque consistance conceptuelle, mais plutôt des réponses aux problèmes soulevés par le nouveau pouvoir quant à son origine, son exercice et sa légitimité. Ces trois révolutionnaires appartiennent à une élite politique et culturelle d'avocats, de religieux et de militaires dont les membres sont souvent liés par des attaches familiales³³. Je fais référence à cette élite politique comme « les hommes de 1810 ». Sous la monarchie, ils furent membres des principales corporations de la vice-royauté et, lors de la révolution, ils évincèrent les Espagnols péninsulaires des instances de décision politique. Ces hommes ont contemplé leur propre entreprise à travers le miroir du « temps des Républiques³⁴ ». À partir de 1810, l'histoire du Rio de la Plata commence à se façonner en prenant pour référence non pas la monarchie et le royaume de Castille auquel l'Amérique hispanique appartenait formellement, mais des républiques antiques telles qu'Athènes, Sparte et Rome, ainsi que des républiques modernes telles que celles des Provinces-Unies de Hollande, des États-Unis et de la France révolutionnaire.

Organisation

Ce livre est divisé en trois parties et sept chapitres. Dans la première partie, j'examine les langages du commun. Au fil du premier chapitre, je signale certains des problèmes inhérents à la catégorie de républicanisme, je propose une brève histoire du concept de république et de ses principaux changements sémantiques dans la philosophie politique, et je présente mon approche du commun à partir de la reconstruction de la pensée cicéronienne de la *res publica* jusqu'au XVIII^e siècle. Dans le deuxième chapitre, j'analyse la monarchie catholique en tant que république chrétienne, et, par là même, le problème de l'incorporation de la république dans le roi et les formes théologico-politiques de conceptualisation de la communauté comme *corps-un*. Le troisième chapitre porte sur l'étude de la cité dans la monarchie hispanique. Cela se fera à travers la reconstruction des langages sur le citoyen et les rébellions, notamment aux Pays-Bas, qui deviennent au XVII^e siècle la République des Provinces-Unies, et en Amérique hispanique, où dans la seconde moitié du XVIII^e siècle se répandent les réactions communales contre les réformes des Bourbons. Par ailleurs, j'examine le concept d'Amérique en tant que patrie commune, ainsi que la circulation des références à la Révolution française.

32. GS, n° 1, 4-1-1812, p. 60; MONTEAGUDO, GBA, n° 21, 24-1-1812, p. 105-106.

33. Sur la création et les changements de l'élite au Rio de la Plata durant la révolution, voir notamment HALPERIN DONGHI T., *Revolución y guerra. Formación de una élite dirigente en la Argentina criolla*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1994 (1972).

34. « Observaciones acerca de los Estados Unidos de Norte América. Ideas de M. Moyer », n° 3, 1815, in *Observaciones acerca de algunos asuntos útiles (1815)*, Buenos Aires, Instituto Bibliográfico « Antonio Zinny », 1984, p. 25.

La deuxième partie du livre cerne les changements de langages sur la république au Rio de la Plata et à Buenos Aires pendant les réformes bourbonniennes, les invasions anglaises et la crise de la monarchie. Dans le quatrième chapitre, je me focalise sur les premières formes de patriotisme au Rio de la Plata en expliquant ce que je désigne comme la dimension communale du politique. Celle-ci correspond aux rapports entre les hommes, et entre les hommes et le gouvernement dans les cités hispano-américaines, étudié à travers le cas de Buenos Aires. À cette fin, je m'interroge sur la transformation de la république commerciale qu'était Buenos Aires à la fin du XVIII^e siècle en une république guerrière du fait de la résistance aux invasions anglaises de 1806 et 1807. Dans le cinquième chapitre, j'analyse la crise de la monarchie en tant que désincorporation de la république chrétienne. J'aborde l'organisation des premières juntas de gouvernement en Amérique du Sud, comme l'une des manifestations de cette désincorporation.

La dernière partie du livre comporte l'analyse de la construction de la république durant la révolution au Rio de la Plata, ainsi que des ambiguïtés et tensions propres à sa mise en œuvre. Le sixième chapitre explore l'institution de la première Junta de gouvernement à Buenos Aires et trois des opérateurs de la généralisation : l'opinion publique, l'éducation et la définition d'un ennemi. Dans le septième chapitre, je me concentre sur les essais de création d'une nouvelle légitimité politique à travers les tentatives d'organisation d'une Constitution, des élections, et de la réactualisation des références des républiques anciennes et des valeurs républicaines au Rio de la Plata. Enfin, j'étudie la mise en forme d'une première citoyenneté républicaine et des exclus de la communauté.